

| Un niveau de charges bas en 2021

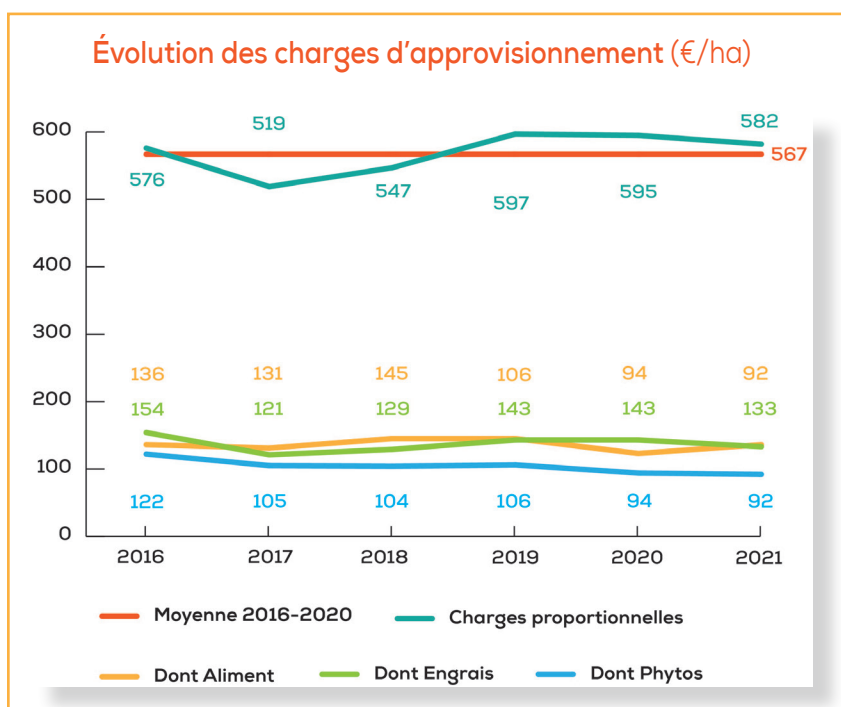
Charges opérationnelles

La crise sanitaire et l'effondrement du cours du pétrole durant les confinements se sont fait ressentir sur les coûts des approvisionnements : **en 2021, le poste engrais baisse de 7 % et celui des produits phytosanitaires de 2 %.**

À l'inverse, la campagne 2022, s'annonce historique avec des niveaux de charges jamais atteints. Guerre en Ukraine et explosion du prix du gaz perturbent fortement les approvisionnements en engrais notamment. L'Union européenne, dépendante de la Russie pour 40 % de l'approvisionnement en gaz et pour 25 % de l'azote, potasse et phosphore, subit de plein fouet les tensions sur les marchés.

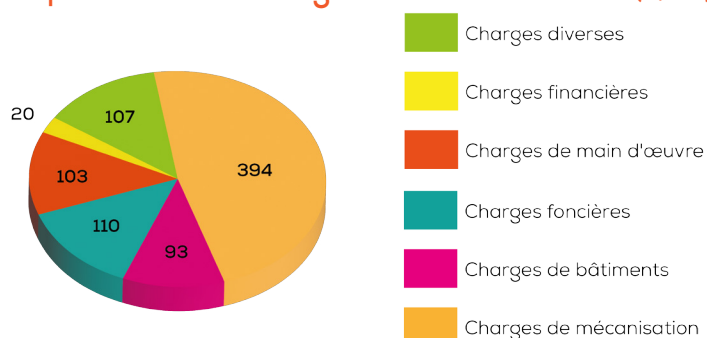
Face à cette situation, les agriculteurs se tournent vers d'autres types d'engrais comme l'urée, valorisent mieux leurs effluents d'élevage et adaptent leur assolement (implantation de cultures moins gourmandes en azote comme les légumineuses, tournesol...).

De plus, la pandémie qui repart de plus belle en Chine met à mal l'activité économique. Une future pénurie de certains produits phytosanitaires inquiète la profession. En bref : **le poste aliments** n'est pas à l'écart de la hausse ; **la pluviométrie** importante tout au long de l'été 2021 a entraîné une qualité de fourrages médiocre ; **la compensation** via de l'achat de concentrés dégradent directement la marge brute. Il faudra prendre en compte pour 2022 la poursuite de la hausse du coût alimentaire, la crise ukrainienne et **la reprise économique** post-pandémie. À ce titre, une aide a été annoncée dans le cadre du **plan de résilience** pour absorber une partie de la hausse des coûts de l'alimentation animale sur une période de 4 mois (mars-juillet 2022) en attendant que la répercussion de ces hausses soit effective conformément à la loi Egalim 2.



Charges de structure

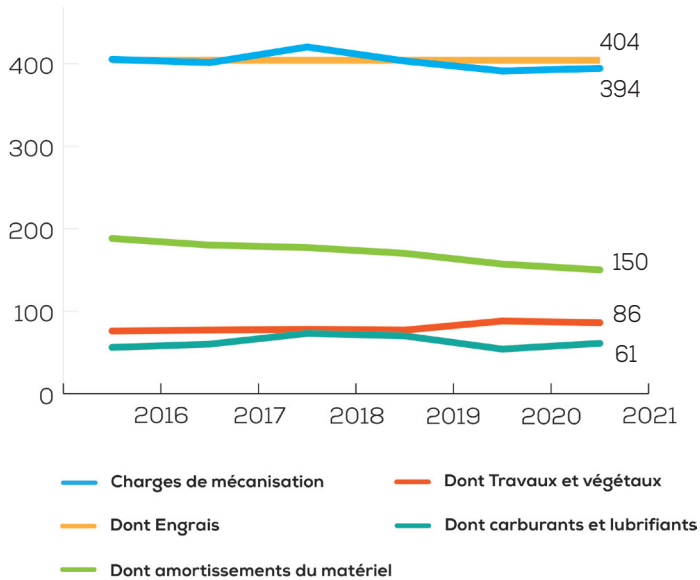
Répartition des charges de structure 2021 (€/ha)



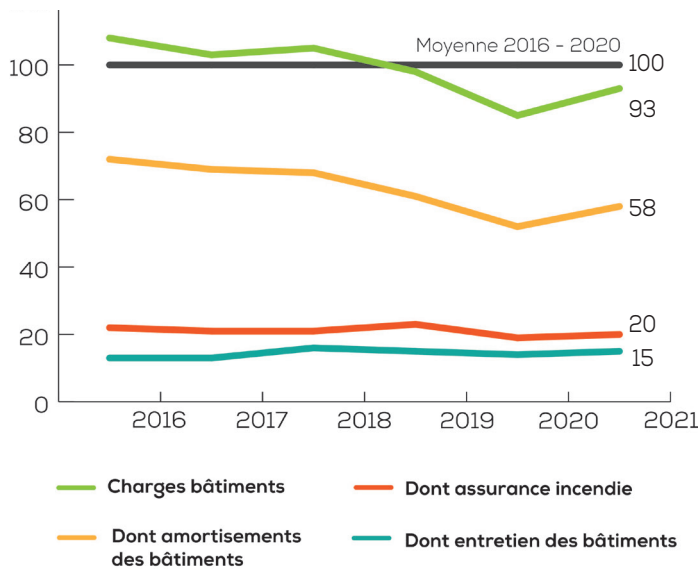
Les charges de structure (827 €) augmentent légèrement en 2021 mais restent proches de la moyenne pluriannuelle de 833 €. Elles représentent 59 % des charges totales.



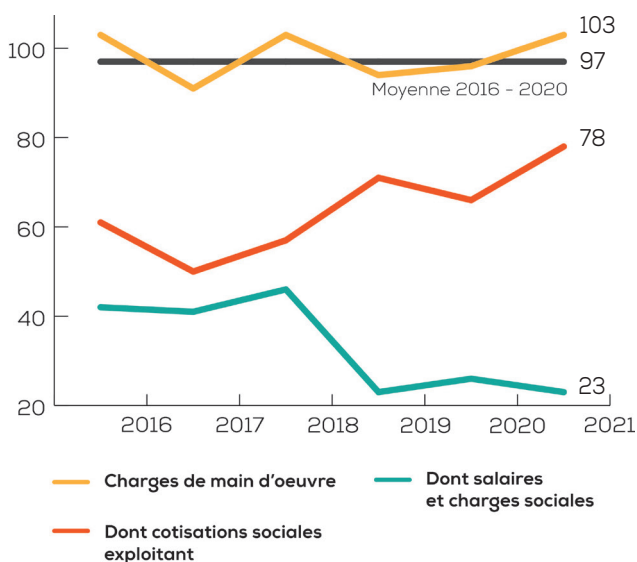
Charges de mécanisation en €/ha



Charges de bâtiments en €/ha



Charges de main d'œuvre en €/ha



Source CERFRANCE ADHEO

| Charges de structure

Les charges de mécanisation (soit 48 % des charges de structure) sont stables malgré une hausse importante du poste d'entretien et du coût du carburant déjà amorcée sur 2021 après la reprise post covid. Cette hausse est compensée par la baisse des charges amortissement (effective depuis 2016). Mais la tendance actuelle est plutôt à l'investissement...

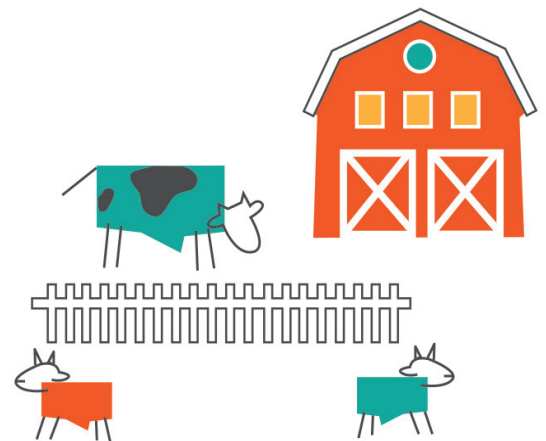
En effet, la réduction de l'offre a entraîné une explosion des cours des produits agricoles. Ceci pourrait inciter les agriculteurs à réinvestir pour la campagne 2022 pour éviter un impact fiscal et social à venir. D'autre part, les divers plans de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCEA) incitent les exploitants à se moderniser, notamment dans le domaine de la réduction des intrants. La prise en charge de la dépense peut aller jusqu'à 40 %. Cette tendance aux réinvestissements semble également se confirmer au niveau du poste bâtiment notamment avec des installations de traite.

De plus, des adaptations sont aussi à prévoir avec l'étoffement de la carte des zones vulnérables en lien avec la directive nitrates. De nouvelles mises aux normes seront à effectuer pour les exploitations concernées sur leur capacité de stockage des effluents.

Enfin, les charges sociales, en baisse depuis les résultats catastrophiques de 2016, repartent à la hausse compte tenu des trois dernières campagnes. Les cotisations MSA augmentent de 7 euros par hectare en 1 an.

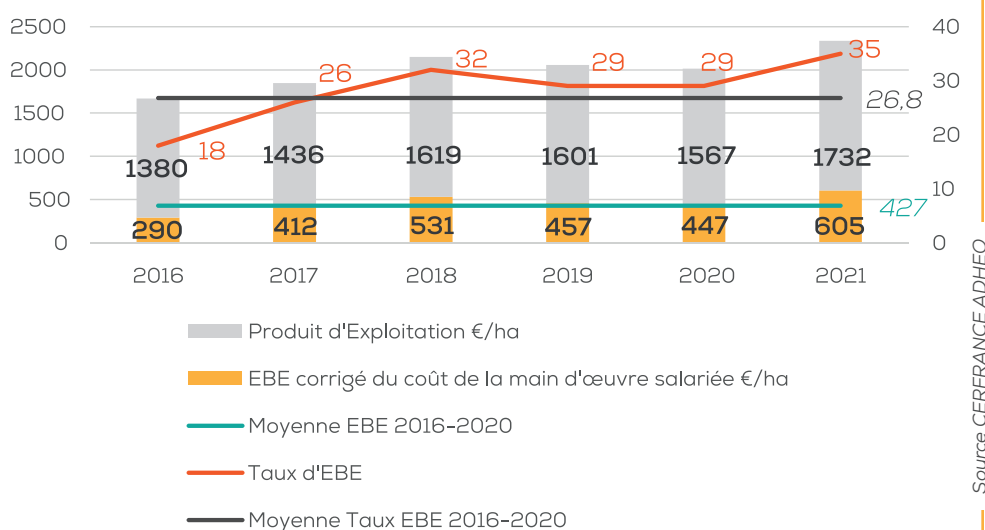
| À NOTER :

Au niveau social employeur, un dispositif d'épargne retraite supplémentaire pour les salariés agricoles non cadres a vu le jour le 1^{er} juillet 2021. Il est obligatoire et doit être pris en charge pour moitié par l'employeur.



Une hausse conséquente de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation)

Évolution de l'EBE



Après deux années moyennes, l'EBE 2021 progresse de 35 % en 1 an. L'amélioration du produit, la stabilité des charges de structure et la baisse des charges opérationnelles ont eu un effet direct sur l'EBE des exploitations.

Pour certains, l'EBE atteindra des niveaux historiques en 2022.

Concernant l'année 2022, l'anticipation sur la couverture en stocks d'engrais et le renouvellement des stocks avant le début du conflit ukrainien feront la différence en termes de revenu et de trésorerie disponible.

Le revenu

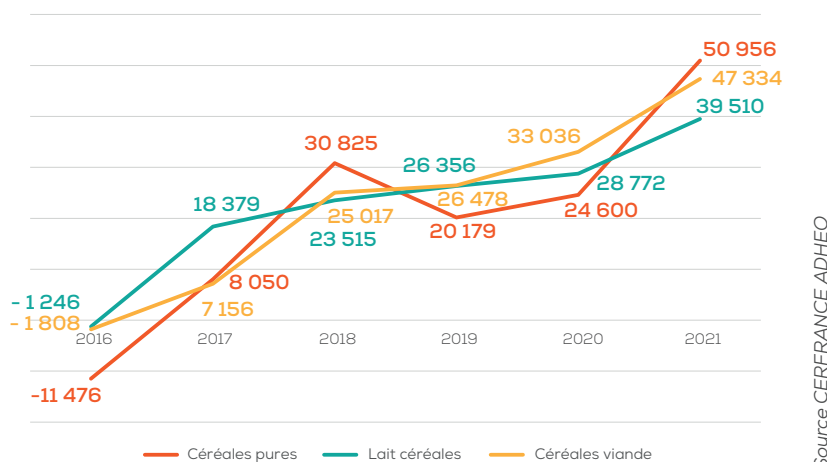
Le revenu 2021, tous systèmes confondus, est de 48 176 € par UTHF, dépassant largement la moyenne 2016-2020 (17 123 €). Cette amélioration s'observe sur l'ensemble des systèmes.

Le groupe "céréaliers purs" reprend la tête après 2 années en retrait derrière les groupes d'élevage, et profite des excellents prix de vente céréales. La hausse conséquente des charges ne se fait pas encore ressentir dans l'échantillon.

Les éleveurs, qui avaient profité de coûts de production plus faibles et mieux maîtrisés en 2019 et 2020, payent les conséquences des fourrages de qualité médiocre. De plus, la hausse des cours de la viande effective seulement en fin d'année 2021, n'est pas transcrite dans les comptabilités prises en compte dans l'échantillon.

En ce qui concerne la production laitière, le lait est mieux valorisé mais les coûts d'aliments pèsent sur les revenus. La hausse estimée sur le prix des aliments est de 10 % entre 2021 et 2022.

Évolution du revenu par UTHF en €/ha (Unité de Travail Humain Familial)



NOUVEAU | PILOTER EN CONJONCTURE INSTABLE

Ensemble, effectuons votre diagnostic et mettons en place les bons outils pour piloter votre exploitation !

Parlez-en à votre conseiller Cerfrance Adheo !



CONJONCTURE AGRICOLE 2022

| Une hausse générale à venir !

L'année 2021 est l'année des extrêmes : les agriculteurs ont vu des prix de vente post-moisson grimper et atteindre des records comme un blé à 380 €/T échéance septembre 2022 ou un colza à 1 000 €/T, un cours de la viande de boucherie avoisinant les 5 €/kg et un prix du lait qui a dépassé la barre des 400 €/1000 litres en conventionnel.

Face à ces prix exceptionnels, les postes carburant et engrais ont explosé en 2022. Quand certains avaient fait le choix de se couvrir en engrais azoté dès l'automne 2021 à des prix proches de 300 € par tonne, d'autres ont acheté leurs engrais au printemps à un prix doublé voire plus. L'impact de l'inflation, due à la guerre en Ukraine et à la reprise économique post-pandémie, pèse sur les coûts de production.

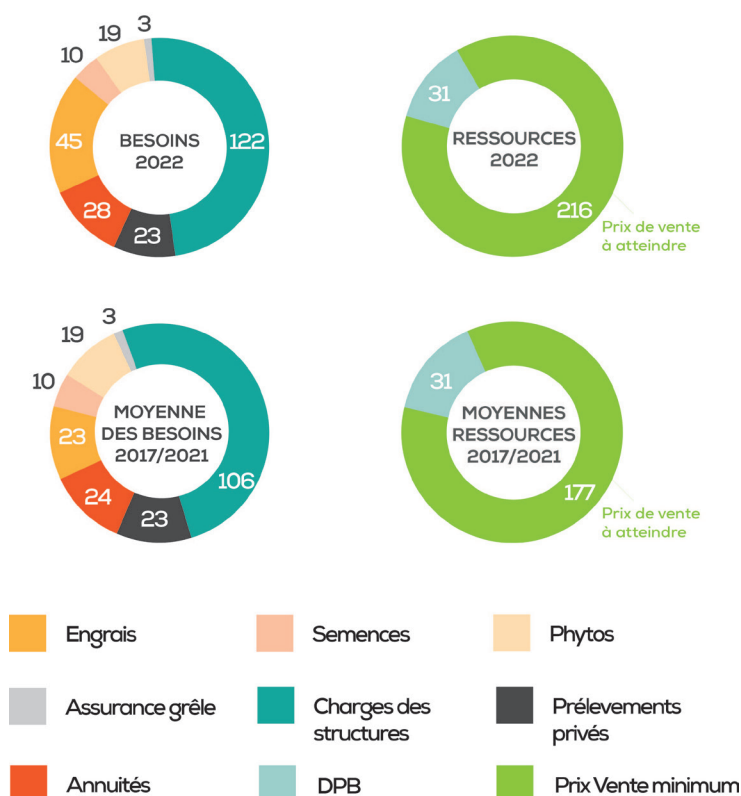
En France, la Loi Egalim 2 instaure une contractualisation obligatoire sur 3 ans entre l'agriculteur et son 1^{er} acheteur, sur la base des indicateurs de coûts de production. Cette conjoncture exceptionnelle montre l'importance de mettre en place les contrats de vente afin de se couvrir en cas d'arrivée soudaine de l'effet ciseau.

Dans ce contexte, la notion d'équilibre financier a toute son importance. Celui-ci est réalisé quand le prix des productions permet de couvrir les charges et besoins de l'entreprise.

Le graphique ci-contre indique le prix d'équilibre financier d'un blé 2022 pour le groupe "céréaliers purs".

Prix d'équilibre financier 2022 (€/T)

Source CERFRANCE ADHEO



Pour cette projection, il est retenu pour 2022 une hausse de 100 % sur les engrais, 2 % sur les semences, 15 % des charges de structure et 14 % d'annuités en plus. Le prix minimum du blé sera donc de 216 € par tonne, soit 24 % de hausse par rapport à 2021.

| EN CONCLUSION

Alors que les tendances de revenu 2021 sont très favorables, la vigilance est de rigueur : le contexte économique incertain actuel renforce la hausse des coûts de production débutée avant la guerre. Le manque de visibilité quant à la date de fin du conflit et de reprise de l'activité agricole en Ukraine, déstabilise les projections.

À quand l'effet ciseau ? Un effondrement des cours déconnecté de la baisse du coût des intrants entraînerait une baisse drastique du revenu agricole et pourrait être catastrophique pour les exploitations sans réserve de trésorerie.

De telles conséquences sont bien connues par la profession puisque subies en 2008/2009 et 2016 ! Avant de penser optimisation fiscale des revenus 2021 et 2022, il est important d'analyser les besoins en trésorerie futurs en lien avec les excédents de trésorerie 2021, de mesurer la variation potentielle des coûts de production et donc de l'EBE.

Après les épisodes de sécheresse, d'inondations, de crise sanitaire, la guerre vient ajouter un nouveau risque au palmarès ! Une fois de plus, piloter son entreprise en conjoncture instable est de rigueur. Les outils d'aide à la décision tels que la projection de trésorerie, le calcul du point d'équilibre financier, le coût de revient aideront le chef d'entreprise dans son pilotage afin de gagner en résilience.